

# COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'ÉPINAL

## D É C I S I O N   D U   P R É S I D E N T

Service : Direction Générale des services

**N° 2022/310**

---

### **Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes Mobilités**

Monsieur le Président,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au montant du cautionnement imposé aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics,

Vu la délibération du 16 juillet 2020 relative à la délégation du Conseil communautaire au Président l'autorisant à créer des régies comptables,

Vu la délibération n°261.2021 du 05 juillet 2021 fixant le cadre indemnitaire de la Communauté d'Agglomération d'Epinal,

Vu la décision 2019/209 du 13 septembre 2019 instituant une régie de recettes Mobilités,

Vu la décision 2020/265 du 13 septembre 2019 instituant une régie de recettes Mobilités,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération d'Epinal,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 22 avril 2022,

### **D É C I D E**

**Article 1er:** De compléter l'article 3 de la décision n°2019/209 du 13 septembre 2019 relative à l'acte constitutif de la régie de recettes mobilités comme suit :

« - Abonnements pour la location de vélos à assistance électrique (V.A.E) et des vélos électriques en libre-service (V.L.S)

- Utilisation de vélo libre-service
- Cautions des V.L.S. »

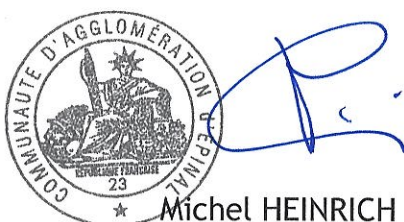
**Article 2 :** De modifier l'article 6 de la décision n° 2019/209 du 13 septembre 2019 relative à l'acte constitutif de la régie de recettes mobilités comme suit :

« Le montant maximum de l'encaisse courant que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 € (cinq cents euros), et à 5.000 € (cinq mille euros) pour l'encaisse consolidée.

**Article 3 :** Le reste de la décision reste inchangée

**Article 4 :** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération et Madame le Comptable Public assignataire sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Epinal, le 21 juillet 2022  
Le Président,



Michel HEINRICH